

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken,

Besluiten :

Artikel 1. § 1 van artikel 7 van het besluit van de Executieve van 30 maart 1983, gewijzigd door de besluiten van de Executieve van 2 september en 24 september 1985, tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van subsidies aan deze diensten, wordt opgeheven en vervangen door de volgende tekst :

« § 1. De subsidie bestaat in een forfaitair bedrag van 191 frank per prestatie uur, waarvan 85% bij wijze van tegemoetkoming in de weddelasten en 15% bij wijze van tegemoetkoming in de werkingskosten ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1984.

Art. 3. De Minister van Sociale Zaken van de Franse Gemeenschap is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 november 1985.

De Minister-Voorzitter,

Ph. MOUREAUX

De Minister van Sociale Zaken,

Ph. MONFILS

F. 86 — 137

19 NOVEMBRE 1985. — Arrêté de l'Exécutif modifiant l'arrêté ministériel du 27 mars 1979 fixant l'intervention financière de l'Etat dans la formation permanente réglée par l'arrêté royal du 4 octobre 1976 relatif à la formation permanente dans les classes moyennes

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté royal du 4 octobre 1976 relatif à la formation permanente dans les classes moyennes, notamment les articles 49 et 51;

Vu l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire, notamment l'article 13;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Vu l'arrêté ministériel du 27 mars 1979 fixant l'intervention financière de l'Etat dans la formation permanente réglée par l'arrêté royal du 4 octobre 1976 relatif à la formation permanente dans les classes moyennes, modifié notamment par l'arrêté ministériel du 7 janvier 1980 et par l'arrêté de l'Exécutif du 31 mars 1983;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances en date du 4 septembre 1985;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence motivée par le fait que la formation permanente dans les classes moyennes, suite à sa reconnaissance dans le cadre de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, doit disposer, pour l'année scolaire 1985-1986, d'un certain nombre de professeurs stables, c'est-à-dire engagés sous contrat de travail à durée indéterminée et percevant un traitement mensuel et non plus des honoraires à l'heure de cours;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 février 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Considérant l'impossibilité de recueillir présentement un avis dans le cadre des relations collectives du travail, aucune commission paritaire n'étant compétente;

Sur proposition du Ministre des Affaires sociales et vu la délibération de l'Exécutif du 10 octobre 1985,

Arrêtons :

Article 1er. L'article 5 de l'arrêté ministériel du 27 mars 1979 fixant l'intervention financière de l'Etat dans la formation permanente réglée par l'arrêté royal du 4 octobre 1976 relatif à la formation permanente dans les classes moyennes, modifié par l'arrêté ministériel du 7 janvier 1980, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. § 1er. Des subventions peuvent être allouées à l'Institut pour payer les rémunérations des professeurs ainsi que les charges résultant des obligations sociales et légales des Centres d'Employeurs.

§ 2. Les professeurs bénéficient des rémunérations suivantes pour autant qu'ils aient effectué leurs prestations dans le cadre de cours agréés en vertu de l'arrêté ministériel du 27 octobre 1978 relatif aux cours de formation de base ou de l'arrêté ministériel du 20 novembre 1978 relatif à la formation prolongée, la reconversion professionnelle et au perfectionnement pédagogique complémentaire :

a) les professeurs engagés sous contrat de travail écrit à durée indéterminée bénéficient d'un traitement annuel calculé selon le barème annexé au présent arrêté;

b) les autres professeurs bénéficient, par heure de cours, des honoraires suivants :

- pour l'apprentissage : 400 francs;
- pour la formation de chef d'entreprise : 535 francs;
- pour les cours de langue : 535 francs;
- pour les cours de recyclage : 790 francs;
- pour les cours de reconversion : 790 francs.

Ces montants couvrent, outre l'exposé des cours proprement dits, la correction des épreuves écrites et les interrogatoires oraux des examens A et B organisés pendant ou à la fin de l'apprentissage et de la formation de chef d'entreprise, à l'exception des prestations pouvant être subventionnées en vertu de l'article 7.

Pour les interrogatoires oraux des examens A et B organisés à la fin de la formation de chef d'entreprise, il est alloué en outre aux centres de formation permanente un montant forfaitaire calculé sur la base de 55 francs par candidat participant à l'examen A et par candidat participant à l'examen B, pour être réparti entre les professeurs, compte tenu de leur participation respective dans les interrogatoires oraux.

Les dispositions des deux alinéas précédents sont applicables aux examens de la deuxième session.

Les heures de cours qui n'ont pas été effectivement données en raison des circonstances qui n'enlèvent pas le droit à l'indemnité en vertu des dispositions de la loi sur le contrat de travail d'employé sont assimilées aux heures de cours donnant droit à la subvention.

§ 3. Les frais de voyages des professeurs peuvent être subsidiés conformément aux dispositions de la loi du 27 juillet 1962 relative à l'intervention des employeurs dans le prix de l'abonnement de chemin de fer et aux dispositions de la convention collective de travail n° 19 du 26 mars 1975 relative à l'intervention financière des employeurs dans le prix des transports des travailleurs.

D'autre part, les frais de voyages des professeurs visés au § 2, b, peuvent être subsidiés, lorsque les circonstances locales l'exigent, selon les tarifs applicables en chemin de fer pour la première classe, pour autant que le voyage aller-retour dépasse 20 km; le montant subsidié ne peut toutefois dépasser le montant des frais inhérents à un trajet de 70 km aller-retour. Cette subvention ne peut être accordée lorsque les cours nécessitant le déplacement sont des cours de connaissances générales en apprentissage ou des cours de langue. Elle ne peut en outre être cumulée avec la subvention prévue à l'alinéa précédent.

§ 4. L'institut agit en qualité de tiers-payant tant en ce qui concerne les rémunérations nettes et les frais de voyage qu'il paie directement aux professeurs, qu'en ce qui concerne les charges résultant des obligations sociales des Centres d'Employeurs qu'il paie directement aux organismes concernés. »

Art. 2. L'article 7 du même arrêté ministériel est complété par un troisième alinéa rédigé comme suit :

« Ces dispositions ne sont pas applicables aux membres des commissions d'examens qui enseignent dans les Centres organisateurs des examens en tant que professeurs engagés sous contrat de travail écrit à durée indéterminée. »

Art. 3. Dans l'article 22 du même arrêté ministériel, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 31 mars 1963, les termes « article 5, § 1er » sont remplacés par les termes « article 5, § 2, b ».

Art. 4. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 novembre 1985.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,
Ph. MOUREAUX

Le Ministre des Affaires sociales de la Communauté française,
Ph. MONFILS

Annexe

Traitement des professeurs de la formation permanente
engagés sous contrat de travail à durée indéterminée

1. Traitement annuel à 100 % :

00	212 106
01	220 056
02	228 006
03	235 956
05	248 904
07	262 032
09	275 070
11	288 108
13	301 146
15	314 184
17	327 222
19	340 260
21	353 298
23	366 336
25	379 374
27	392 412

2. Liaison à l'indice des prix à la consommation :

En l'absence d'une convention collective applicable aux professeurs employés des A.S.B.L. Centres de Formation permanente des Classes moyennes, les traitements fixés au point 1, sont indexés en prenant comme référence les règles établies par la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, etc.

VERTALING

N. 86 — 137

19 NOVEMBER 1985. — Besluit van de Executieve tot wijziging van het ministerieel besluit van 27 maart 1979 houdende bepaling van de rijkstoelagen voor het stelsel van de voortdurende vorming geregeld bij het koninklijk besluit van 4 oktober 1976 betreffende de voortdurende vorming in de middenstand

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het koninklijk besluit van 4 oktober 1976 betreffende de voortdurende vorming in de middenstand, inzonderheid op de artikelen 49 en 51;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole, inzonderheid op artikel 13;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen;

Gelet op het ministerieel besluit van 27 maart 1979 houdende bepaling van de rijkstoelagen voor het stelsel van de voortdurende vorming geregeld bij het koninklijk besluit van 4 oktober 1976 betreffende de voortdurende vorming in de middenstand, inzonderheid gewijzigd bij het ministerieel besluit van 7 januari 1980 en bij het besluit van de Executieve van 31 maart 1983;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën d.d. 4 september 1985;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat de voortdurende vorming in de middenstand, ten gevolge van haar erkenning binnen het kader van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht, voor het schooljaar 1985-1986, over een bepaald aantal vaste leerkrachten moet beschikken, die namelijk onder een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd worden aangeworven en die een maandelijks wedde ontvangen en niet meer een honorarium per lesuur;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 3 februari 1982 houdende regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Overwegende dat het onmogelijk is tegenwoordig een advies in te winnen binnen het kader van de collectieve arbeidsbetrekkingen, aangezien geen enkele paritaire commissie bevoegd is;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en gelet op de beraadslaging van de Executieve van 10 oktober 1985,

Besluiten :

Artikel 1. Artikel 5 van het ministerieel besluit van 27 maart 1979 houdende bepaling van de rijkstoelagen voor het stelsel van de voortdurende vorming geregeld bij het koninklijk besluit van 4 oktober 1976 betreffende de voortdurende vorming in de middenstand, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 7 januari 1980, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 5. § 1. Toelagen kunnen uitgekeerd worden aan het Instituut om de bezoldigingen van de leraren te betalen, alsmede de lasten voortvloeiend uit de sociale en wettelijke verplichtingen van de Werkgever-centra.

§ 2. De leraren ontvangen de volgende bezoldigingen, voor zover zij hun prestaties hebben verricht in het kader van de cursussen erkend krachtens het ministerieel besluit van 27 oktober 1978 betreffende de leergangen van de basisopleiding of het ministerieel besluit van 20 november 1978 betreffende de voortgezette opleiding, de beroeps-omscholing en de aanvullende pedagogische volmaking :

a) de leraren die onder schriftelijke arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd zijn aangeworven, ontvangen een jaarlijkse wedde berekend op basis van het bij dit besluit gevoegde barema;

b) de andere leraren ontvangen, per lesuur, de volgende honoraria :

— voor de leertijd : 400 frank;

— voor de opleiding tot ondernemingshoofd : 535 frank;

— voor de taalleergangen : 535 frank;

— voor de bijscholing : 790 frank;

— voor de omscholing : 790 frank.

Deze bedragen dekken, benevens de eigenlijke uiteenzetting, de verbetering van de schriftelijke en mondelinge examengedeelten van de A- en B-examens, die tijdens of op het einde van de leertijd en van de opleiding tot ondernemingshoofd georganiseerd worden, met uitzondering van de prestaties die krachtens artikel 7 gesubsidieerd kunnen worden.

Voor de mondelinge gedeelten van de A- en B-examens georganiseerd op het einde van de opleiding tot ondernemingshoofd, wordt bovendien aan de centra voor voortdurende vorming een vast bedrag toegekend, berekend op 55 frank per kandidaat die deelneemt aan het A-examen, en per kandidaat die deelneemt aan het B-examen, en bestemd om onder de leraren verdeeld te worden, rekening houdend met hun respectieve deelneming aan de mondelinge examengedeelten.

De bepalingen van de twee voorgaande leden zijn van toepassing op de examens van de tweede zittijd.

De lesuren die niet effectief konden gegeven worden wegens omstandigheden waarbij het recht op vergoeding behouden blijft, krachtens de beschikkingen van de wet inzake de arbeidsovereenkomst voor bedienden, worden gelijkgesteld met lesuren die recht geven op toelage.

§ 3. De reiskosten van de leraren kunnen gesubsidieerd worden overeenkomstig de bepalingen van de wet van 27 juli 1982 betreffende de werkgeversbijdrage in de prijs voor het spoorwegabonnement en de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19 van 28 maart 1975 betreffende de financiële bijdrage van de werkgevers in de prijs voor het vervoer van de werknemers.

Anderzijds kunnen de reiskosten van de bij § 2, b, bedoelde leraren gesubsidieerd worden, ingeval de plaatselijke omstandigheden zulks vereisen, volgens de voor de eerste klasse geldende spoorwegtarieven voor zover één heen- en terugreis 20 km overschrijdt; het gesubsidieerd bedrag kan echter het bedrag van de kosten die inherent zijn aan een reis van 70 km heen en terug, niet overschrijden. Deze subsidie kan niet toegekend worden, als de cursussen die de reis noodzakelijk maken cursussen algemene kennis in het stadium leertijd of taalcursussen zijn. Ze kan bovendien niet gecumuleerd worden met de in het voorgaande lid bedoelde subsidie.

§ 4. Het Instituut treedt als derde betalende op zowel voor de nettobezoldigingen en de reiskosten die het rechtstreeks aan de leraren betaalt als voor de lasten voortvloeiend uit de sociale verplichtingen van de Werkgever-centra die het rechtstreeks aan de betrokken instellingen betaalt. »

Art. 2. Artikel 7 van hetzelfde ministerieel besluit wordt door een derde lid aangevuld dat luidt als volgt :

« Deze bepalingen zijn niet van toepassing op de leden van de examencommissies die les geven in de Centra die de examens organiseren als leraren die aangeworven zijn onder een schriftelijke arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd. »

Art. 3. In artikel 22 van hetzelfde ministerieel besluit, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 31 maart 1983, wordt de vermelding « artikel 5, § 1 » vervangen door de vermelding « artikel 5, § 2, b ».

Art. 4. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 november 1985.

Voor de Franse Gemeenschapsexecutieve :

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve,

Ph. MOUREAUX

De Minister van Sociale Zaken van de Franse Gemeenschap,

Ph. MONFILS

Bijlage

Wedde van de leraren van de voortdurende vorming die onder een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd aangeworven zijn

1. Jaarlijkse wedde voor 100 % :

00	212 106
01	220 056
02	228 006
03	235 956
05	248 094
07	262 032
09	275 070
11	288 108
13	301 146
15	314 184
17	327 222
19	340 260
21	353 298
23	366 336
25	379 374
27	392 412

2. Koppeling aan het indexcijfer van de consumptieprijzen :

Bij gebrek aan een collectieve overeenkomst die toepasselijk zou zijn op de leraren die door de V.Z.W.'s « Centra voor Voortdurende Vorming van de Middenstand » tewerkgesteld worden, worden de in punt 1 vastgestelde wedden geïndexeerd volgens de regels bepaald door de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, enz., aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

F. 86 — 138

24 DECEMBRE 1985. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 23 février 1982 relatif à la reconnaissance des radios locales et des organisations représentatives de celle-ci

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 4;

Vu le Décret du 8 septembre 1981 fixant les conditions de reconnaissance des radios locales;

Vu l'Arrêté de l'Exécutif du 23 février 1982, relatif à la reconnaissance des radios locales et des organisations représentatives de celles-ci;

Vu le Décret du 8 juin 1983 complétant celui du 8 septembre 1981 fixant les conditions de reconnaissance des radios locales;

Vu l'urgence qu'il y a à définir de nouvelles mesures transitoires, relatives à la procédure de reconnaissance des radios locales;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er;

Sur la proposition de notre Ministre-Président, et vu la délibération de l'Exécutif du 20 décembre 1985,

Arrêtons :

Article 1er. L'article 3, § 2 de l'Arrêté relatif à la reconnaissance des radios locales et des organisations représentatives de celles-ci est modifiée comme suit :

« Le Conseil donne son avis dans les quinze jours de la transmission du dossier par le secrétariat et le fait parvenir au Ministre. Passé ce délai, l'avis est censé être rendu. »